

Novembre 2013



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Trente-deuxième session

Oulan-Bator (Mongolie), 10-14 mars 2014

Table ronde sur le double fardeau de la malnutrition

Table des matières

	Paragraphes
I. Contexte	1 – 8
A. Situation mondiale et régionale	1 – 3
B. Importance d'une bonne nutrition	4 – 6
C. Causes de la malnutrition.....	7 – 8
II. Lutter contre le double fardeau de la malnutrition	9 – 22
A. Politiques et institutions.....	10 – 13
B. Systèmes alimentaires.....	14 – 15
C. Données et statistiques.....	16 – 17
D. Éducation et sensibilisation	18 – 20
E. Partenariats et coordination.....	21 – 22
III. Le double fardeau de la malnutrition dans la sous-région du Pacifique	23 – 24
IV. Propositions de sujets à débattre lors de la table ronde.....	25 – 26

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj302f

I. Contexte

A. Situation mondiale et régionale

1. Le thème de cette table ronde – le double fardeau de la malnutrition – est particulièrement important. D'après les dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près de 842 millions de personnes dans le monde (12 pour cent de la population mondiale, soit une personne sur huit) sont sous-alimentées si l'on considère leur apport énergétique alimentaire. Et cette situation persiste, bien que la production mondiale d'aliments soit suffisante pour nourrir l'humanité. En outre, on estime que 26 pour cent des enfants dans le monde (environ 165 millions) présentent un retard de croissance et que près de 30 pour cent de la population mondiale souffre d'une ou de plusieurs carences en micronutriments dues à un régime alimentaire déficient en produits de base et en aliments à haute valeur nutritionnelle (légumes, légumineuses, fruits et aliments d'origine animale, par exemple), indispensables à une croissance saine et à un bon développement. Cette question revêt une acuité particulière dans la région Asie et Pacifique qui compte près de 63 pour cent des personnes souffrant de la faim de façon chronique dans le monde. Environ 39 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance en Asie du Sud, et près des trois quarts des personnes carencées en micronutriments vivent en Asie.

2. Parallèlement, les mauvaises habitudes alimentaires adoptées faute de connaissances nutritionnelles correctes commencent à faire naître des inquiétudes. Dans la région Asie et Pacifique, nombreux sont ceux qui consomment des quantités excessives de sucre et de matières grasses ainsi que des aliments ne contenant aucun ou presque aucun des nutriments utiles, ce qui conduit à l'obésité et à des problèmes de santé. Aujourd'hui, environ 1,4 milliard d'adultes sont en surpoids dans le monde, parmi lesquels 500 millions sont obèses, et ont donc plus de risques de développer des maladies non transmissibles et des problèmes de santé divers, tels que des maladies cardio-vasculaires, un diabète, différents cancers ou de l'arthrose.

3. Ces deux types de malnutrition – la dénutrition (qui comprend les carences en micronutriments) et la surnutrition (surpoids et obésité) – peuvent coexister dans le même pays, au sein d'un même ménage ou chez le même individu. Ensemble, ils constituent ce que l'on appelle le «double¹ fardeau de la malnutrition» et touchent la plupart des pays. Il y a urgence à s'attaquer à ce problème de malnutrition.

B. Importance d'une bonne nutrition

4. Une bonne nutrition est la base de la santé et du bien-être, du développement physique et cognitif et de la productivité économique des individus. Le surpoids et l'obésité accroissent le risque de maladies non transmissibles, lesquelles sont associées à un absentéisme accru, une faible productivité de la main-d'œuvre et des coûts médicaux plus élevés. Les carences en micronutriments peuvent ralentir le développement intellectuel et physique de l'enfant, réduire la productivité au travail de l'adulte et provoquer des maladies, des décès prématurés et une mortalité maternelle accrue (UNICEF et Initiative Micronutriments, 2004).

5. La malnutrition maternelle et infantile est le problème de santé lié à la nutrition qui constitue de loin la charge la plus importante dans le monde. En 2010, elle a été à l'origine de la perte de plus de 166 millions d'années de vie corrigée du facteur invalidité (AVCI), à comparer aux 94 millions d'AVCI perdues du fait du surpoids et de l'obésité des adultes. En Asie, l'insuffisance pondérale entraîne la perte de cinq fois plus d'AVCI corrigées en fonction de la population que l'obésité et le surpoids. Même en Océanie, où ce dernier est plus fréquent, l'insuffisance pondérale chez les enfants provoque la perte d'un plus grand nombre d'AVCI corrigées en fonction de la population que l'obésité et le surpoids².

¹ On parle également de «triple fardeau de la malnutrition», à savoir la dénutrition, la carence en micronutriments et la surnutrition/surconsommation.

² Global Health Risks – Organisation mondiale de la Santé.

6. La malnutrition sous toutes ses formes fait peser des coûts sociaux et économiques très élevés sur tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu. Si la malnutrition reste à son niveau actuel pendant une année supplémentaire, le coût pour l'économie mondiale correspondant à la baisse de productivité et aux coûts directs des soins de santé pourrait atteindre 3 500 milliards d'USD. Aussi un investissement de 1 USD dans la nutrition peut-il rapporter 30 USD sous la forme d'une amélioration de la santé, de la scolarité et de la productivité économique. Les interventions nutritionnelles pourraient aboutir à une augmentation des salaires de 46 pour cent, soit une hausse estimée du PIB de 2 à 3 pour cent au minimum³. Le consensus de Copenhague, qui réunit les économistes les plus éminents, dont une grande partie sont des lauréats du prix Nobel, classe depuis longtemps la lutte contre la malnutrition au premier rang des interventions permettant de rendre le monde meilleur.

C. Causes de la malnutrition

7. La malnutrition – dénutrition, carences en micronutriments, surpoids et obésité – est due à une interaction complexe de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et comportementaux, qui empêchent les personnes concernées d'avoir un régime alimentaire sain et d'en profiter pleinement. Cependant, les causes immédiates de la dénutrition sont l'inadéquation des apports alimentaires sur le plan quantitatif ou qualitatif – notamment l'insuffisance de micronutriments tels que la vitamine A, le fer, l'iode et le folate – et les maladies infectieuses. Les parasitoses sont également répandues dans la région et constituent l'une des premières causes de l'anémie. L'inadéquation des apports alimentaires affaiblit le système immunitaire et accroît la vulnérabilité aux infections, lesquelles, à leur tour, diminuent l'appétit, augmentent les besoins en nutriments tout en aggravant les pertes, et affaiblissent encore davantage le système immunitaire.

8. La principale cause du surpoids et de l'obésité est la consommation excessive de nourriture, en particulier d'aliments à forte teneur en matières grasses et en sucres et de produits hautement transformés et très énergétiques. Cet apport énergétique excessif conjugué à de faibles niveaux d'activité physique contribue à la surcharge pondérale, à l'obésité et à diverses maladies chroniques dont le diabète et les maladies cardiaques.

II. Lutter contre le double fardeau de la malnutrition

9. Lutter contre le double fardeau de la malnutrition nécessite des mesures et des interventions intégrées et complémentaires, dont les principaux enjeux sont décrits ci-après.

A. Politiques et institutions

10. Pour mettre en œuvre des programmes d'amélioration de la nutrition, il faut un engagement et un soutien forts de la part des décideurs publics aux plus hauts niveaux. L'une des étapes clés de la création d'une vision commune consiste à réunir les divers secteurs, acteurs et institutions concernés et à intégrer les objectifs et les préoccupations relatifs à la nutrition dans des programmes de travail nationaux plus vastes en faveur de la santé, de l'agriculture, de l'environnement et du développement. Il est essentiel que tous ces secteurs appuient durablement la mise en place de politiques et de programmes adéquats de lutte contre le double fardeau de la malnutrition si l'on veut atteindre les objectifs et les cibles définis en matière de nutrition.

11. Des activités de plaidoyer sont nécessaires pour amener et maintenir la nutrition au centre des préoccupations nationales. À cet égard, la société civile, les médias et les milieux universitaires ont tous un rôle déterminant à jouer pour mieux faire connaître les questions de nutrition.

12. Disposer de moyens techniques, institutionnels, financiers et humains appropriés est essentiel pour évaluer la situation, classer les besoins par ordre de priorité, concevoir les stratégies d'intervention et assurer l'appui opérationnel et le soutien en matière de gestion. Or, le personnel qualifié est insuffisant aux niveaux des pays, des districts et des communes. On ne dénombre que très peu de diététiciens communautaires. Les agents de vulgarisation agricole et les travailleurs sanitaires

³ Scaling Up Nutrition – A Framework for action.

ne reçoivent, au mieux, qu'une formation de base en matière de nutrition et sont mal préparés pour faire passer l'information nutritionnelle à des groupes de population particuliers.

13. Les programmes de formation à la nutrition sont souvent dépassés. Pour que les mesures nutritionnelles visées aient le maximum d'impact sur les communautés, il est indispensable d'actualiser les supports pédagogiques et le matériel utilisé sur le terrain de façon à tenir compte des nouvelles connaissances scientifiques (sélection et culture des plantes pour améliorer leur teneur en micronutriments, par exemple).

B. Systèmes alimentaires

14. Pour lutter contre la malnutrition et améliorer la nutrition, la FAO a approuvé et défend une approche fondée sur l'alimentation. Cette approche consiste principalement à augmenter les disponibilités en aliments variés et nutritionnellement adaptés et à en faciliter l'accès et la consommation, au lieu de concevoir des interventions de type médical (supplémentation en vitamines et en minéraux, par exemple), qui sont des solutions à court terme destinées à pallier des carences alimentaires précises. L'approche par l'alimentation prend acte du fait que chacun des aspects du système alimentaire influe sur l'offre d'aliments nutritifs diversifiés et sur l'accessibilité à cette offre. Les interventions nutritionnelles fondées sur l'alimentation peuvent donc être menées au niveau de la production agricole (en sélectionnant une variété de plantes ou une race d'animaux, par exemple), de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (de la porte de l'exploitant jusque chez le détaillant, ce qui comprend notamment les opérations après-récolte, la transformation, le transport, l'entreposage, la distribution et la vente au détail) ou du consommateur.

15. Il est possible de protéger et de renforcer la valeur nutritionnelle des aliments en détectant quels sont les points critiques le long de la chaîne qui va de la production à la consommation. Il importe de comprendre et de concevoir correctement les différents éléments du système alimentaire, y compris les activités de recherche, qui donneront lieu à des interventions axées sur la nutrition ou tenant compte de celle-ci. Tout au long de la chaîne de valeur nutritionnelle, il convient de prendre explicitement en considération les questions de parité liées au rôle des femmes dans les systèmes agricoles et alimentaires et en matière de durabilité environnementale.

C. Données et statistiques

16. L'élaboration de politiques efficaces, l'exercice de la responsabilité et les activités de plaidoyer ont besoin d'une évaluation correcte de la situation nutritionnelle. De nombreux pays ne disposent pas des données de base ni des indicateurs nécessaires pour apprécier et suivre cette situation. Ainsi, les pays possèdent généralement des données sur la quantité totale de calories consommées (qui sert à déterminer un état de faim ou de sous-alimentation), mais n'ont souvent aucun chiffre sur la consommation de micronutriments.

17. Peu de recherches se sont intéressées à la teneur en nutriments des aliments disponibles sur les marchés locaux et aux prises alimentaires des individus et des ménages, deux éléments fondamentaux pour déterminer les liens entre le système alimentaire et la nutrition. Ces données sont également importantes pour analyser la relation entre l'agriculture et la situation nutritionnelle. Des informations précises et disponibles en temps opportun sur la nutrition contribuent aussi à l'efficacité des interventions et des initiatives de plaidoyer. Il est important de recueillir régulièrement des données sur les effets directs pour renforcer le consensus et la coordination, développer l'élaboration de politiques fondées sur des éléments probants, allouer les fonds et mettre au point des programmes bien ciblés.

D. Éducation et sensibilisation

18. Quelle soit générale ou purement nutritionnelle, l'éducation est un moyen efficace d'agir sur la nutrition. L'éducation de la mère visant à améliorer la façon dont celle-ci prend soin d'elle-même et s'occupe de sa famille et la nourrit est très importante. La période critique pour la croissance et le développement cognitif de l'enfant correspond aux 1 000 premiers jours, de la conception à l'âge de 24 mois. Si les enfants sont mal nourris pendant cette période, ils ne grandissent et ne se développent

pas bien physiquement ou mentalement. Les carences nutritionnelles dont souffrent les enfants en bas âge peuvent également prédisposer ces derniers à des maladies non transmissibles par la suite. Pour parvenir à une bonne nutrition maternelle et infantile, il faut faire de l'éducation nutritionnelle une priorité pour les adolescentes, les femmes, les mères et les grands-mères.

19. L'éducation proposée concurremment avec d'autres interventions destinées à améliorer l'accès à des aliments diversifiés et nutritionnellement intéressants peut être particulièrement efficace. Les régimes alimentaires locaux doivent être optimisés et reliés à des interventions en faveur de la sécurité alimentaire (telles que les jardins potagers familiaux ou scolaires) afin de garantir l'accès à des aliments essentiels pour la nutrition maternelle et la santé de l'enfant, surtout des légumes, des fruits, des légumineuses et des aliments d'origine animale (volailles, viande, lait, poisson et œufs, par exemple) riches en micronutriments. Dans la plupart des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, une éducation intensive à l'alimentation complémentaire des jeunes enfants s'impose afin d'expliquer comment préparer à ces derniers des aliments sûrs et nutritionnellement adéquats. Les services de vulgarisation peuvent encourager efficacement l'éducation nutritionnelle en la reliant à l'information sur les jardins potagers scolaires et aux programmes scolaires.

20. Par leurs choix alimentaires, les consommateurs influent sur leur état nutritionnel. L'urbanisation croissante a entraîné un essor du secteur de la vente au détail, lequel propose des aliments hautement transformés, très caloriques et nutritionnellement pauvres qui, conjugués à un style de vie plus sédentaire, risquent de contribuer au surpoids et à l'obésité. Il peut s'avérer efficace de mettre l'accent sur l'éducation des consommateurs dans le but, à terme, de les amener à faire des choix plus sains, et notamment à adopter des régimes alimentaires plus nutritifs. L'indication du contenu nutritionnel sur les étiquettes des produits alimentaires est également susceptible d'influer sur le comportement des consommateurs ainsi que sur celui des entreprises de transformation et des détaillants. Les pays peuvent donc, dans leurs politiques et stratégies relatives à l'alimentation, concentrer leur action sur la sensibilisation et l'éducation des consommateurs afin d'obtenir de meilleurs résultats sur le plan de la santé et de la nutrition. Les directives diététiques alimentaires aussi sont susceptibles de favoriser l'adoption de régimes sains.

E. Partenariats et coordination

21. La malnutrition a des causes multiples, telles que des régimes alimentaires médiocres, une eau insalubre, un assainissement insuffisant, des maladies, et des soins inadéquats prodigués aux enfants. Pour y remédier, il faut donc suivre une approche globale, multisectorielle et coordonnée consistant à mener des interventions intégrées et complémentaires dans divers secteurs, dont l'agriculture, la santé, l'éducation, les affaires sociales, le développement économique ou le commerce, par exemple. Étant donné que les interventions font appel à plusieurs ministères, institutions gouvernementales et organismes ainsi qu'à d'autres parties prenantes, il est important d'aborder les problèmes de manière concertée.

22. À l'échelle mondiale, la nutrition suscite un regain d'intérêt. Différents organismes aux niveaux mondial et national resserrent leur collaboration sur les questions de nutrition. De nouvelles instances de collaboration multisectorielle sont apparues, telles que l'initiative Renforcer la nutrition (SUN) et le Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH), et l'action conjointe (comme celle menée par le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies ou le Groupe sectoriel global chargé de la nutrition dans les situations d'urgence) a gagné en importance. Ces mécanismes peuvent contribuer à renforcer la collaboration entre les organismes des Nations Unies et d'autres organismes internationaux, et faciliter la concertation et la coopération multisectorielles et multipartites.

III. Le double fardeau de la malnutrition dans la sous-région du Pacifique

23. Le double fardeau de la malnutrition est également un sujet de préoccupation dans de nombreux pays insulaires du Pacifique. La prévalence du surpoids chez les adultes y est parmi les plus élevées au monde. Plus de 80 pour cent des adultes sont en surcharge pondérale dans les îles Cook, à Kiribati, dans la République des îles Marshall, à Nauru, à Tokelau, à Tonga et à Samoa. L'obésité chez les adultes est aussi très élevée (60 pour cent, voire plus) à Tonga et dans les îles Cook, tandis que Kiribati, la République des îles Marshall et Samoa affichent des taux supérieurs à 45 pour cent. On estime que 75 pour cent des décès d'adultes dans le Pacifique sont dus à des maladies non transmissibles, la majorité des décès se produisant chez les adultes situés dans la tranche d'âge économiquement active. Les maladies non transmissibles entraînent de lourdes pertes économiques, qui pèsent sur les budgets nationaux de santé et risquent d'empêcher la région d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le même temps, la dénutrition chronique demeure un grave problème de santé publique dans de nombreux pays insulaires du Pacifique. Ainsi, selon le classement établi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), elle atteint plus de 40 pour cent en Papouasie-Nouvelle-Guinée et 39 pour cent dans les îles Salomon⁴. La prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans dépasse 40 pour cent en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Fidji, à Nauru, dans les îles Salomon et à Tuvalu⁵. Chez les femmes enceintes, elle est supérieure à 40 pour cent dans les îles Salomon, aux Fidji, à Nauru et à Samoa, ce qui dénote un grave problème de santé publique.

24. Le manque de moyens consacrés à la nutrition compromet la capacité de nombreux gouvernements à planifier, classer par ordre de priorité et mettre en œuvre efficacement les initiatives de ce type. Beaucoup de pays n'ont pas encore mis en place de plans en faveur de la nutrition et celle-ci n'est pas non plus prise en compte de manière explicite dans leurs politiques de sécurité alimentaire et leurs politiques agricoles, encore que l'on s'emploie à y remédier dans le cadre du soutien actuellement apporté à l'élaboration des politiques. La méconnaissance des éléments constitutifs d'une bonne nutrition et d'un régime alimentaire sain et le manque de sensibilisation à cette question, combinés avec l'insuffisance de l'éducation nutritionnelle, constituent un problème auquel il faut s'attaquer. Compte tenu du double fardeau qui pèse sur un grand nombre de pays insulaires du Pacifique, il devient urgent d'établir des plans d'amélioration de la nutrition et d'intégrer celle-ci dans les politiques et les programmes en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire afin d'être efficaces dans la mobilisation des ressources et la conduite des activités nécessaires à la concrétisation des objectifs mondiaux.

IV. Propositions de sujets à débattre lors de la table ronde

25. La table ronde se veut un espace de débat offert aux pays pour leur permettre de confronter leurs expériences, de tirer des enseignements des diverses tentatives visant à remédier au double fardeau de la malnutrition, et de recenser les options d'action publique et les approches possibles aux échelons national et régional pour réduire aussi bien la dénutrition que la surnutrition. Les débats seront conduits par un animateur qui encouragera les échanges de vues sur les questions retenues, les défis à relever et les solutions potentielles afin qu'ils débouchent sur des recommandations concrètes. Pour favoriser un dialogue aussi fertile que possible entre les participants, chaque pays est invité à communiquer un ou deux sujets de préoccupation ou commentaires en rapport avec son expérience récente du double fardeau de la malnutrition et à expliciter les principaux problèmes qui devront être examinés lors de la table ronde.

26. Voici quelques exemples de sujet à débattre:

- Le surpoids et l'obésité prennent de l'ampleur, mais la dénutrition demeure très importante dans la région. Dans cette situation, quelle doit être la priorité de la région: la dénutrition ou la surnutrition?

⁴ OMS, Statistiques sanitaires mondiales 2011, Genève: Organisation mondiale de la Santé; 2012.

⁵ UNICEF, La situation des enfants dans le monde 2012.

- Quelles mesures faut-il prendre si l'on veut améliorer la qualité des données et des statistiques et élaborer ainsi des politiques fondées sur des éléments probants et des programmes mieux ciblés afin de réduire le double fardeau de la malnutrition?
- Quelles sont les principales réformes de l'action publique et des institutions qu'il faut engager pour améliorer l'état nutritionnel des populations dans les pays de la région?
- Quelles mesures spécifiques peuvent être introduites aux différents stades du système alimentaire pour lutter contre la malnutrition?
- Quel est le rôle de l'industrie agroalimentaire et que peuvent faire les pays et la FAO à cet égard?
- Quelles mesures peut-on prendre pour resserrer les partenariats et la coordination, et potentialiser ainsi l'action menée en vue de réduire le double fardeau de la malnutrition aux niveaux national et régional?
- Dans quels domaines d'assistance technique la FAO peut-elle intervenir en priorité pour lutter contre le double fardeau de la malnutrition?
- Quelles mesures spécifiques peut-on prendre pour renforcer l'éducation et la sensibilisation des différentes parties prenantes, notamment les femmes et les jeunes?
- Le surpoids et l'obésité, ainsi que les maladies non transmissibles qui en résultent, constituent un problème majeur dans la région du Pacifique. Quelles mesures spécifiques peut-on prendre pour y remédier?